

International Workshop

Hydrological cycle management and sustainable development: proposals and solutions for Africa

November 20th-21th Las Palmas de Gran Canaria

A DG POLDE/Casa Africa/ECOMAS/UNESCO/Universidad las Palams de Gran Canaria



Pauvreté en eau au Sénégal : **les objectifs du millénaire pour le** **développement (OMD), un succès ?**

Adrien COLY (1), Alioune KANE(2), Mohamed C.B.C. DIATTA(3), Néné Makoya TOURE(3)

- (1) Université Gaston Berger Saint-Louis/Edeque
- (2) Université Cheikh Anta Diop/Edeque
- (3) Université Cheikh Anta Diop/GIDEL



Introduction

- Pour atteindre les objectifs visés par la communauté internationale dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD),
- le Gouvernement a mis en place le Programme national d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (Pepam) pour la période couvrant 2005-2015
- Le Pepam est cité comme un modèle de réussite dans le concept, le montage financier et les résultats...



- Cependant, les moyennes nationales présentées par ce programme, traduisent mal
 - les dynamiques,
 - les stratégies ainsi que
 - les apports des pouvoirs locaux et de la société civile dans l'accès à l'eau.
- Plusieurs questions se posent sur
 - l'articulation des politiques hydrauliques avec le développement local
 - leur capacité à réduire la pauvreté en eau notamment pour les plus démunis.



- Il s'agit à travers cette communication
 - de poser un regard critique ces programmes de gouvernance de la ressource hydraulique et
 - d'étudier leurs impacts sur l'accès à l'eau et leurs rapports avec les ressources en eau.



Plan de l'intervention

- Introduction
 - Le Pepam: son succès
 - Des objectifs ambitieux
 - Des résultats importants
 - Des impacts inattendus
 - Regard critique
 - Les pauvres oubliés
 - Une stratégie en question
 - Pour une nouvelle approche
 - Conclusion
- 

Le Pepam: son succès

des objectifs ambitieux...

- Le Pepam poursuit l'action du programme eau à long terme (PELT) à travers les composantes:
 - "infrastructures d'eau potable",
 - "infrastructures d'assainissement" et
 - "cadre unifié d'intervention".
- La préoccupation fondamentale du Pepam est le maintien des équilibres financiers à travers
 - une maîtrise du prix de l'eau
 - l'amélioration de l'indice de pertes et
 - l'ajustement des tarifs.
- Le programme cherche aussi à poursuivre les branchements sociaux au bénéfice direct des ménages pauvres.

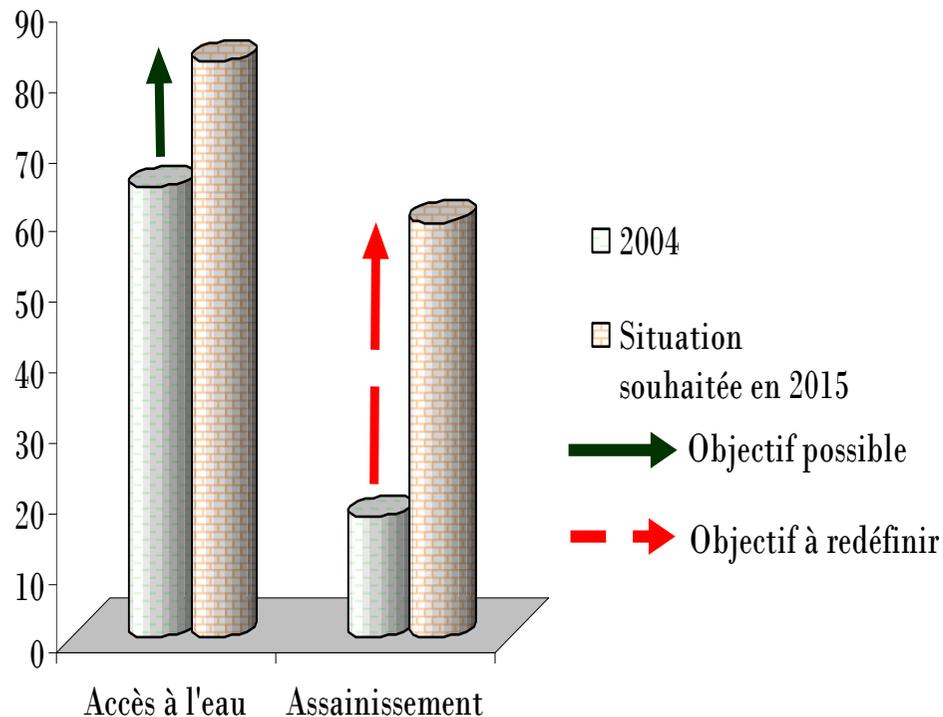


Figure 1 : objectifs d'atteinte des OMD par secteur (données PEPAM)

- Les objectifs souhaités semblent possibles pour l'accès à l'eau
 - à cause des différents programmes que le Sénégal, a implémenté dans ce domaine.
- Par contre pour l'assainissement qui a été le parent pauvre des politiques de l'eau, les objectifs sont à redéfinir puisqu'on est loin du compte.

des résultats importants...

- Le Pepam a capitalisé les actions du programme sectoriel Eau (PSE) et celles du programme eau à long terme (PELT) pour obtenir les résultats en 2007.
- En terme de financement de l'hydraulique urbaine, de 1996-2007,
 - près 260 milliards de Fcfa ont été mobilisé (soit près 50% des objectifs) dont 84% sous forme de prêts essentiellement.
- sur la même période (1996-2007), on note
 - une augmentation de la capacité de production du volume d'eau produit de +41%.
 - La réalisation de près de 1500 kms de réseaux, 120.000 branchements sociaux, 500 bornes fontaines,
 - une augmentation de 80% de la clientèle de société de concessionnaire SDE (Sénégalaise des eaux).
 - Le taux d'accès à l'eau de la population urbaine est de 98 % dont 78% par branchements domiciliaires

- En ce qui concerne le financement de l'assainissement urbain sur la période 1996-2007 le montant de 70 milliards f cfa a permis
 - la réhabilitation et doublement de l'usine de traitement d'eaux usées de Cambérène avec des installations de traitement tertiaire,
 - la construction de deux petites usines décentralisées de traitement d'eaux usées,
 - les travaux de drainage de Saint Louis,
 - la construction STEP et réseau EU à Rufisque,
 - l'élaboration du Plan Directeur 19 villes secondaires,
 - la réalisation de 25.000 branchements sociaux à l'égout, de 60.000 ouvrages d'assainissement individuel et de 160 systèmes semi-collectifs.



des impacts inattendus...

- Les chiffres réalisés par le Pepam ne révèlent pas les impacts d'un tel programme.
- La réalisation de point d'eau et le développement institutionnel autour des points d'eau, l'émergence de nouvelles structures de gestion de l'eau vont entraîner notamment
 - une recomposition de certains territoires
 - le renforcement de la question du genre
- L'émergence de nouvelles structures de gouvernance locale de l'eau entraîne de nouvelles formes de territorialité avec les forages multivillageois.

a) nouvelle forme d'organisation

- L'Association des Usager de Forage est la nouvelle forme de gestion de l'eau autour des points d'eau.
- Elle est l'expression de la recherche de nouveaux modes d'organisation autour de la question de l'eau qui relève le défi de la participation des populations et de la professionnalisation de l'activité

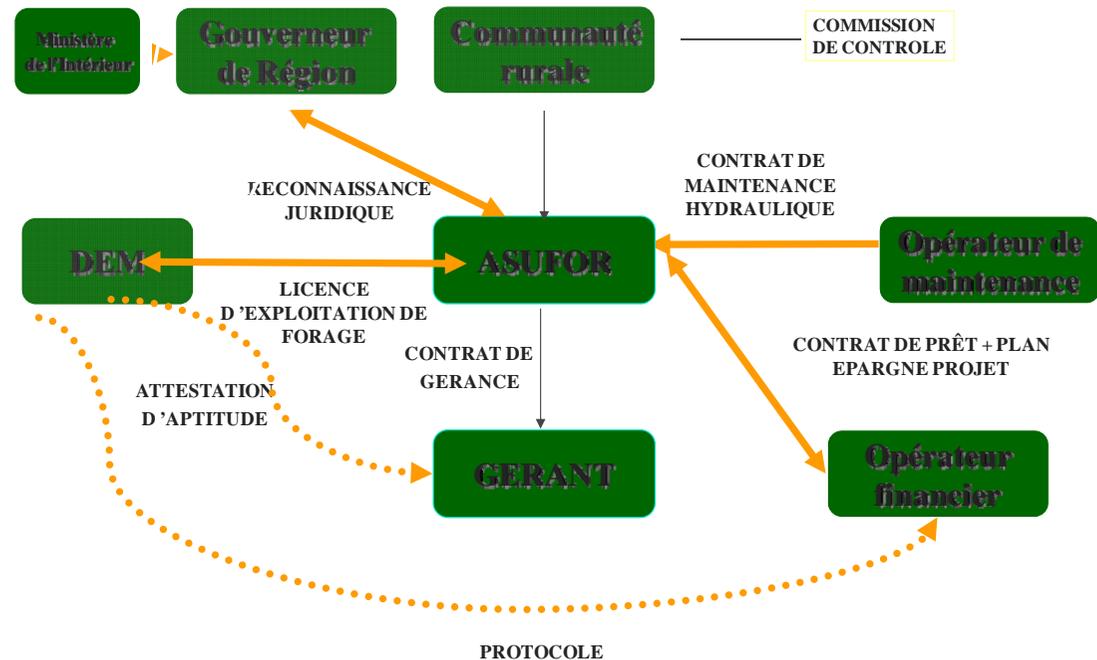


Figure 2. modèle de contractualisation autour d'un point d'eau au Sénégal (source Pepam)

- L'Asufor qui consacre la décentralisation de la gestion des ressources en eau
 - voit son rôle s'affirmer avec
 - la création de systèmes d'adduction d'eau multi villageois.
- L'adduction en eau multi villageois aboutit
 - à la sécurisation de l'eau alimentaire,
 - au renforcement de la capacité de desserte.
- Elle crée un espace géographique homogène
 - qui va influencer sur les exercices de planification
 - ainsi que sur les modèles locaux de développement.



b) recomposition des territoires

- Les limites de cette « administration de l'eau » change conformément
 - aux axes d'adduction et
 - aux aires polarisées par les nouveaux points d'eau qui dépendent du forage.
- Ces faits sont observables dans le département de Gossas au niveau
 - des Communautés rurales de
 - Ndiene Lagane et Ouadiour

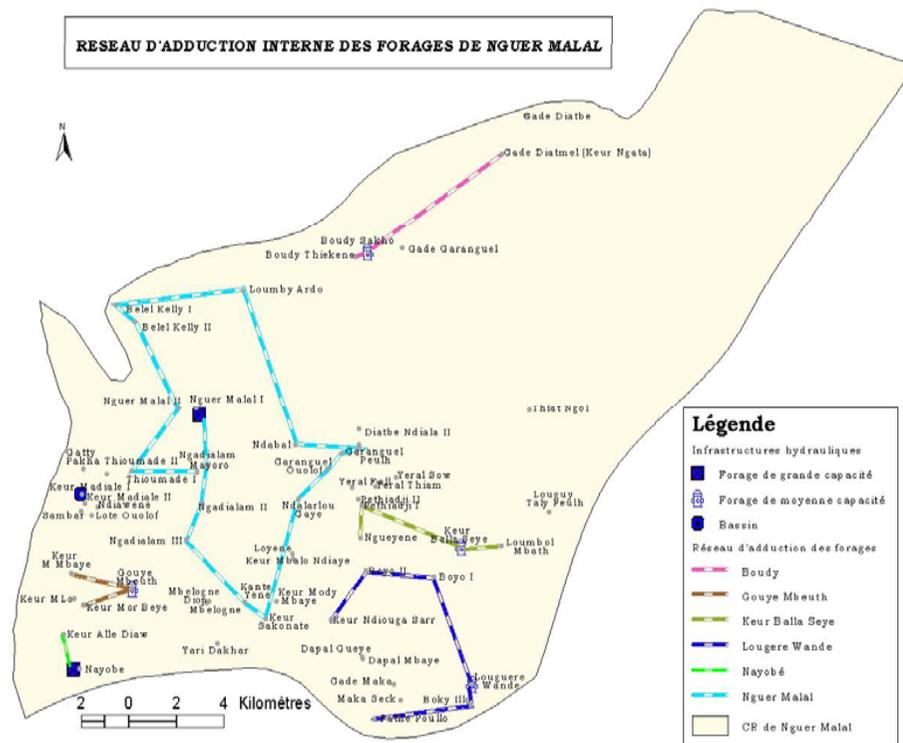


Figure 3 a. Réseau d'adduction multivillageois dans la communauté rurale de Nguer Malal centre nord du Sénégal (Diène, 2006)

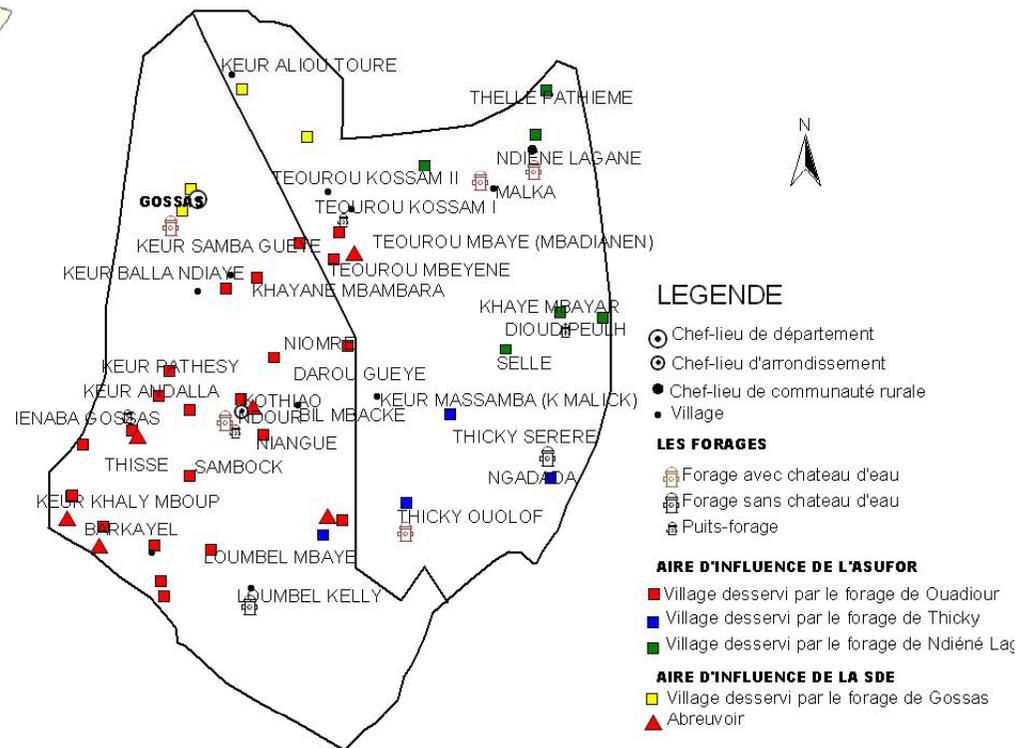


Figure 3 b. Aires d'influence des adductions multi villageois dans deux communautés rurales du département de Gossas, centre ouest du Sénégal (Gning, 2007)

c) un positionnement institutionnel favorable aux femmes

- Le gain de temps réalisé par la proximité des points d'eau a permis aux femmes de s'impliquer
 - dans des activités économiques
 - dans les comités de gestion des forages.
- Dans la région de Thiès, elles constituent 34 % des membres des différentes structures.
- Leur implication a été cependant progressive comme le montre la situation à Tivaouane entre 1999 et 2007 (fig).

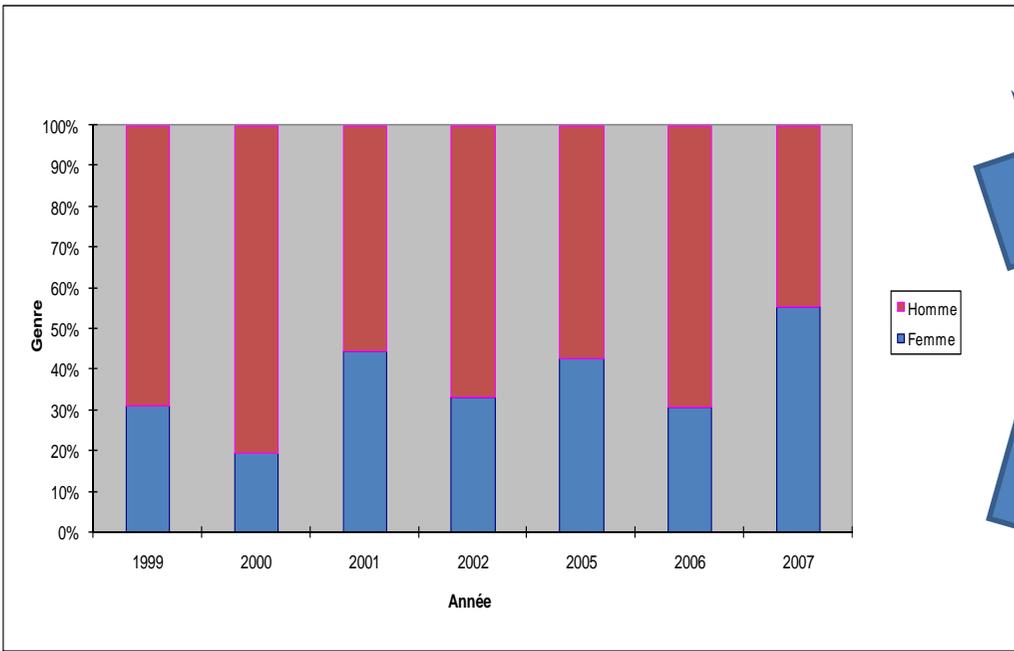


Figure 4. Evolution de l'implication du genre dans les instances de décision dans la région de Thiès (Département de Tivaouane). Bampoky, 2008



Photo : Moulins à mil achetés à partir des recettes générées par l'eau à Malicounda Wolof

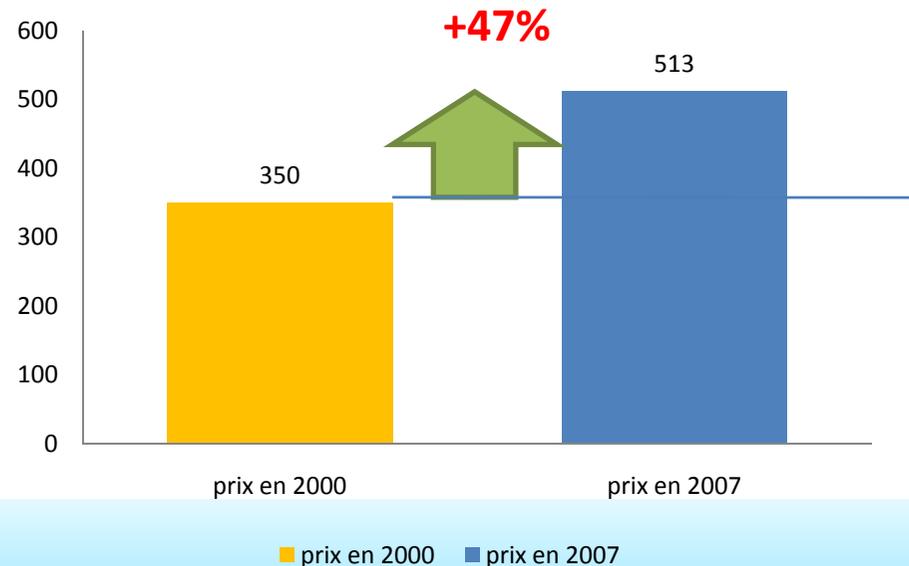
Photo : Femme et maraîchage à Touba Peycouck, département de Thiès



Regard critique sur le Pepam

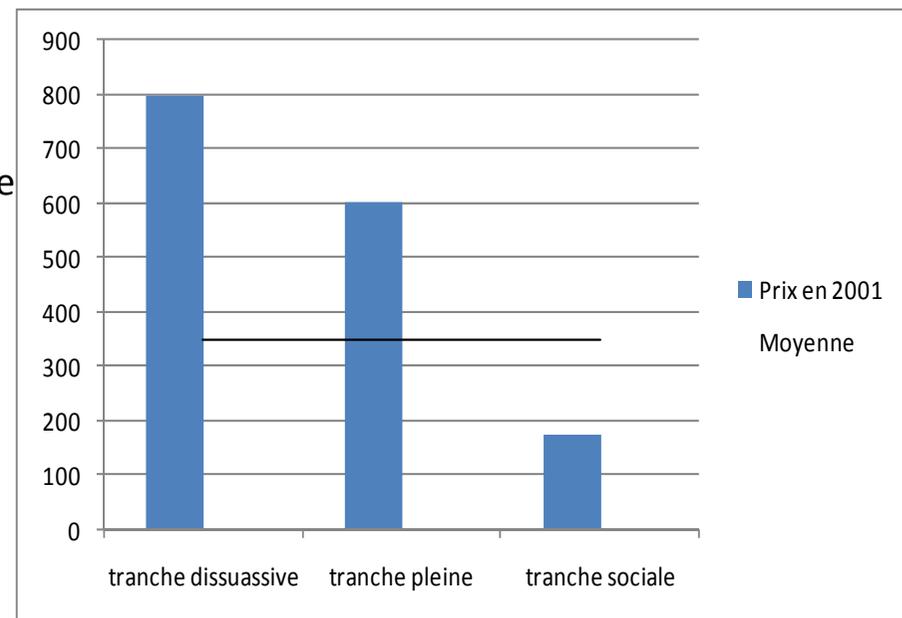
Les pauvres oubliés

- Il faut noter que le modèle du Pepam se fonde sur l'équilibre financier qu'il faut assurer au niveau des points d'eau aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.
- Ceci se traduit sur les prix de l'eau par une augmentation régulière.



a) Le prix de l'eau un indicateur de « l'effet pervers » de la réforme

- Le prix de l'eau est un bon indicateur de discussion des résultats du Pepam sur ses objectifs et sur la qualité de ses résultats.
- Au Sénégal, le principe de facturation adopté est celui de l'abonné
- La structure des prix de vente de l'eau permet de déterminer différentes tranches :
 - la tranche sociale qui satisfait les besoins d'une famille moyenne,
 - la tranche pleine qui correspond au coût de revient et
 - la tranche dissuasive qui taxe les gaspilleurs.
- Paradoxalement, les plus pauvres paient la tranche pleine et parfois la tranche dissuasive du fait de la pose d'un seul compteur pour un immeuble de plusieurs étages ou vivent plusieurs ménages



- A Dakar, ce constat se fait rapidement dans les immeubles et ou les concessions de la périphérie.
- L'immeuble de rapport constitue le logement locatif prédominant à Dakar.
- D'après les résultats d'enquêtes, 80% des immeubles dans la banlieue sont de rapport



- Dans la plupart des maisons (55%)
- c'est la vente de l'eau qui est instaurée

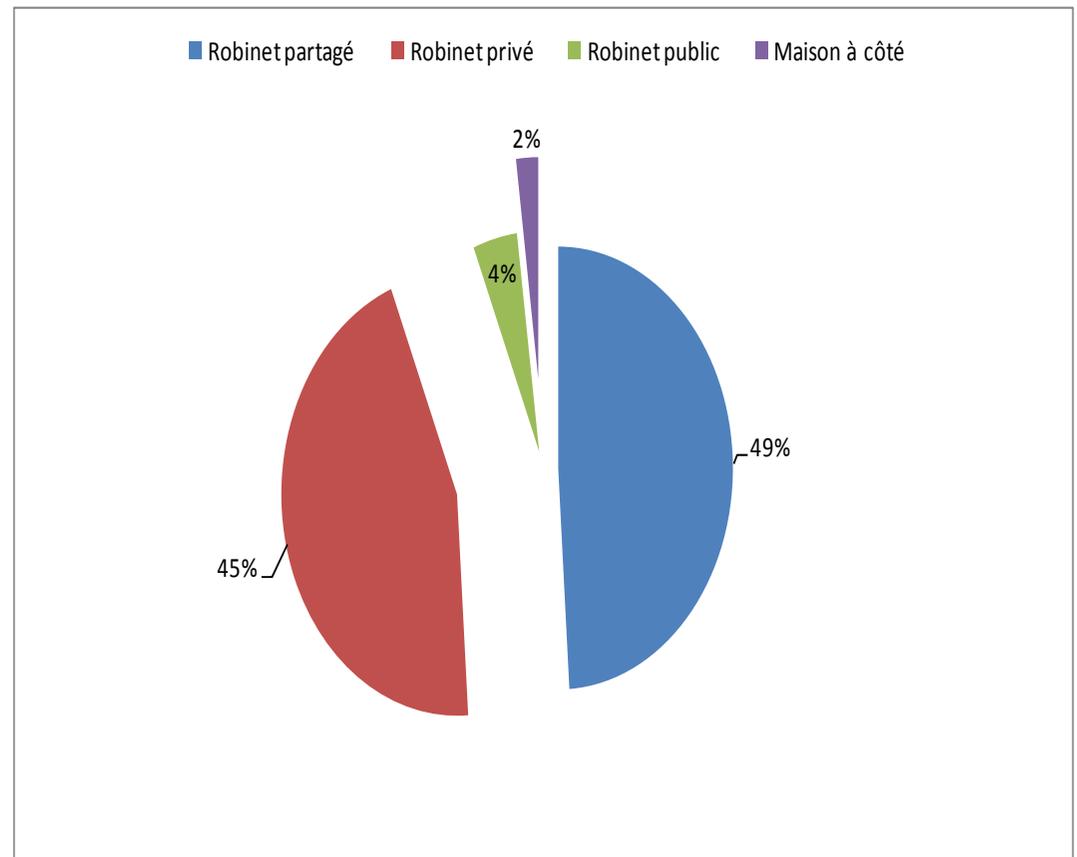


Figure 5. Modes d'accès à l'eau des ménages locataires aux Parcelles Assainies, banlieue dakaroise

- L'eau au détail revient beaucoup plus chère aux consommateurs.
- Le prix de la vente diffère d'un logement à un autre.
- Il peut varier de 20 à 35 FCFA la bassine et de 10 à 20FCFA le seau.
- Parfois le mètre cube revient cinq à dix fois plus cher que le tarif appliqué par la S.D.E.,
 - grevant une bonne partie du budget des ménages.
- Cette situation limite l'accès à l'eau d'une bonne partie de la population

- Par le système de facturation, son modèle économique autour des points d'eau
- le Pepam contribue à l'augmentation du prix de l'eau
 - qui a des conséquences sur
 - le climat social à travers les nombreux conflits liés à la gestion des factures,
 - l'hygiène des maisons,
 - la santé des populations...



b) Les zones marginales, des zones d'ombre ou les problèmes d'une stratégie

- Les zones rurales et certains centres ont été laissés en rade par le système de la SDE
 - qui concentre ses activités dans des villes où l'essentielle de la population possède
 - un revenu qui permet de payer une facture d'eau.
- Cette situation de l'accès à l'eau des pauvres suscite de nombreuses interrogations
 - quant à l'efficacité de l'approche programme prôné par le Pepam pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD).
- La manière dont ces populations démunies vont accéder à l'assainissement n'est pas élucidé dans les objectifs du Pepam.

- Les exemples sur ces photos révèlent la faiblesse de la stratégie spatiale du Pepam
- en direction de milieux particuliers (poche de pauvreté en eau)
 - où le besoin semble le plus criard et
 - qui semble justifier l'existence de ce programme.
- Dans toutes ces zones, une revendication fait jour sur une égalité à l'accès à l'eau

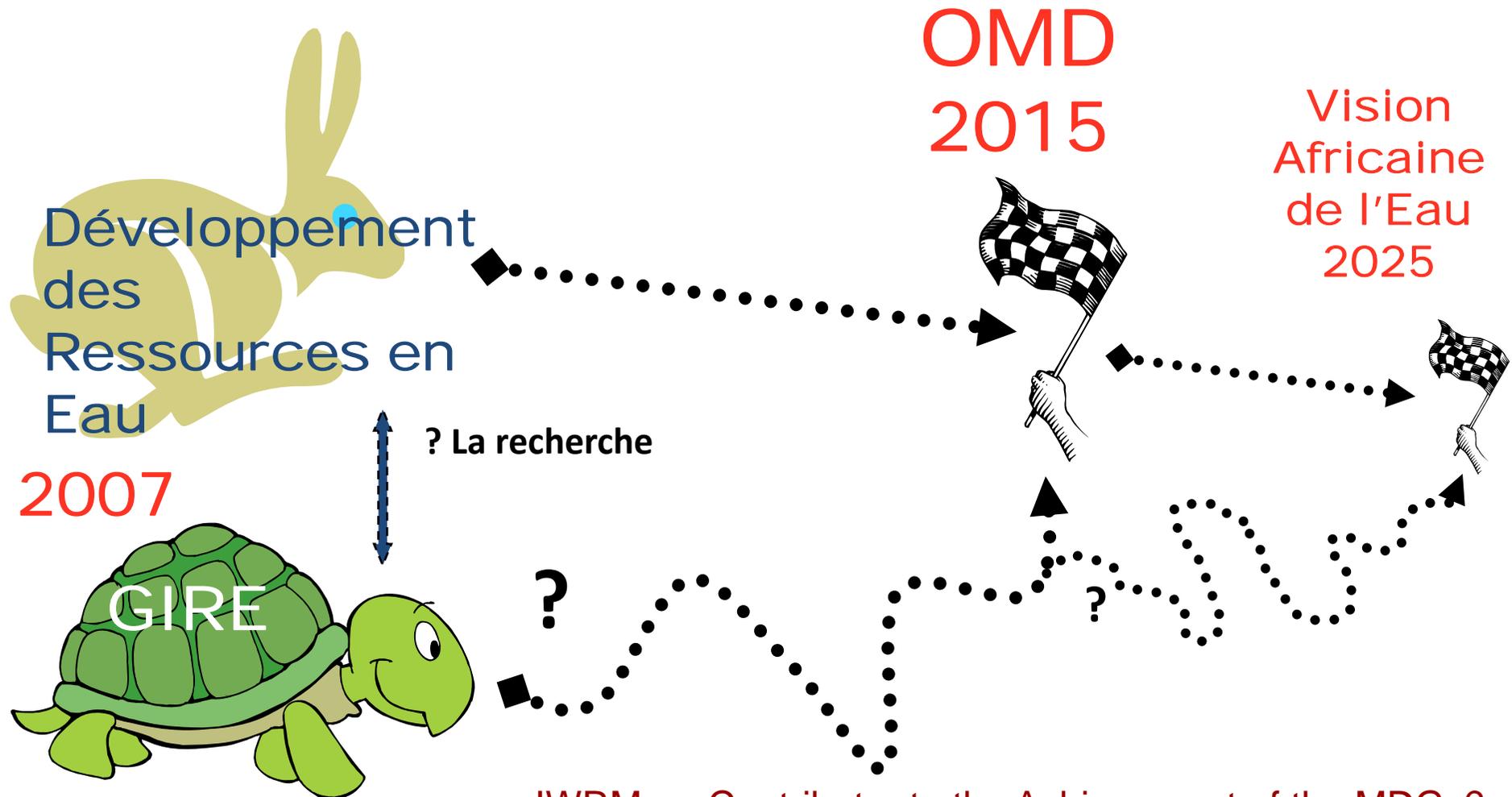


Une stratégie en question

- Des avis critiques se font sentir de la part
 - des populations de la société civile et
 - de la recherche
- sur la stratégie du Pepam axée
 - vers une course effrénée pour le développement des ressources en eau,
 - mal articulée aux différentes échelles de planification du développement
- et qui pose la question de l'institutionnalisation par les pouvoirs locaux d'une ressource non transférée (décentralisation).



a) Une course vers le développement des ressources en eau ou l'oubli de la gestion des ressources en eau



IWRM - a Contributor to the Achievement of the MDGs?

Torbjørn Damhaug - African Water Facility

- Les principaux enjeux rappelés ont trait à
 - la gestion du Lac de Guiers
 - qui contribue pour 75% de la production d'eau de Dakar,
 - la zone du bassin arachidier
 - rendue contraignante par la qualité des eaux souterraines avec des concentrations importantes en chlorure (> 750 mg / l) et en fluor (> 3 mg / l) constituent un véritable problème de santé publique pour une population estimée à plus de 2.000.000 d'habitants,
 - la zone des Niayes
 - où un réseau d'eau potable est géré par la Sénégalaise Des Eaux
 - des eaux souterraines
 - la problématique de la détérioration du potentiel exploitable tant à l'échelle de l'ensemble de l'aquifère qu'à celui des points précis où cet aquifère doit être exploité.



b) Le PEAPM et l'articulation des échelles de planification : un point faible

- Dans sa vocation de cadre unificateur,
 - le Pepam a un véritable problème d'articulation des échelles.
- Les plans locaux d'hydraulique et d'assainissement (PLHA) ont des difficultés à s'articuler aux autres plans et modèles de développement (plans locaux de développement,...)
- Les modèles de développement se basent sur l'eau or la question de l'eau est prise en charge par la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)
 - que le Pepam a ignoré dans sa première phase.

PRDI

PLD

PIA

PLDH

PLHA

P. Locaux
GIRE ?

Diagnostic

Elaboration

Validation

Exécution



c) gouvernance du programme : plus de relation avec les acteurs locaux

- Le Pepam est le cadre unifié d'intervention des programmes dans le domaine de l'eau.
- Cette composante bien assumée au niveau des institutions étatiques l'est moins avec les autres acteurs que sont les **ONG** qui développent des programmes d'adduction en Eau.
- Les ONG ont fortement contribué la formation du patrimoine hydraulique du Sénégal.
- On peut en effet globalement estimer que 10 à 15% des réseaux d'adduction d'eau potable ruraux motorisés actuellement en service ont été réalisés à travers des ONG.
- Au plan opérationnel, elles mettent en œuvre elles même leurs projets avec une logique d'intervention qui privilégie la participation et l'accompagnement.

Carte : Présence des ONG dans l'hydraulique villageoise à Nguer Malal, région de Louga (centre ouest)



- Il faut poser la nécessité de révision de la structuration institutionnelle des orientations de la gouvernance locale pour la réalisation de la vision sur l'eau au Sénégal en 2025.
- Le Pepam doit mieux inclure les réalisations des ONG qui interviennent plus au niveau local.
- Dans la CR de Pété Ouarack la revue du PEPAM régional de Louga (Septembre 2008) confirmait
 - le taux d'accès exceptionnel de 95% grâce à un partenariat pluriel



**Pour une nouvelle approche
Eau & pauvreté**



- Les liens qui existent entre eau et pauvreté sont assez complexes à déterminer.
 - Cependant, il est possible d'analyser le rapport qu'entretiennent l'eau et les différents secteurs économiques.
 - La pauvreté en eau est un concept qui s'est consolidée avec les travaux sur l'Indice de Pauvreté en Eau (IPE) (Sullivan, 2002).
 - C'est un indicateur de développement qui permet de mesurer le niveau de développement d'un pays ou d'une collectivité en relation avec l'eau.
- 

- Dans cet exemple, l'Indice de Pauvreté en Eau (IPE) épouse la carte de la prévalence de la pauvreté.

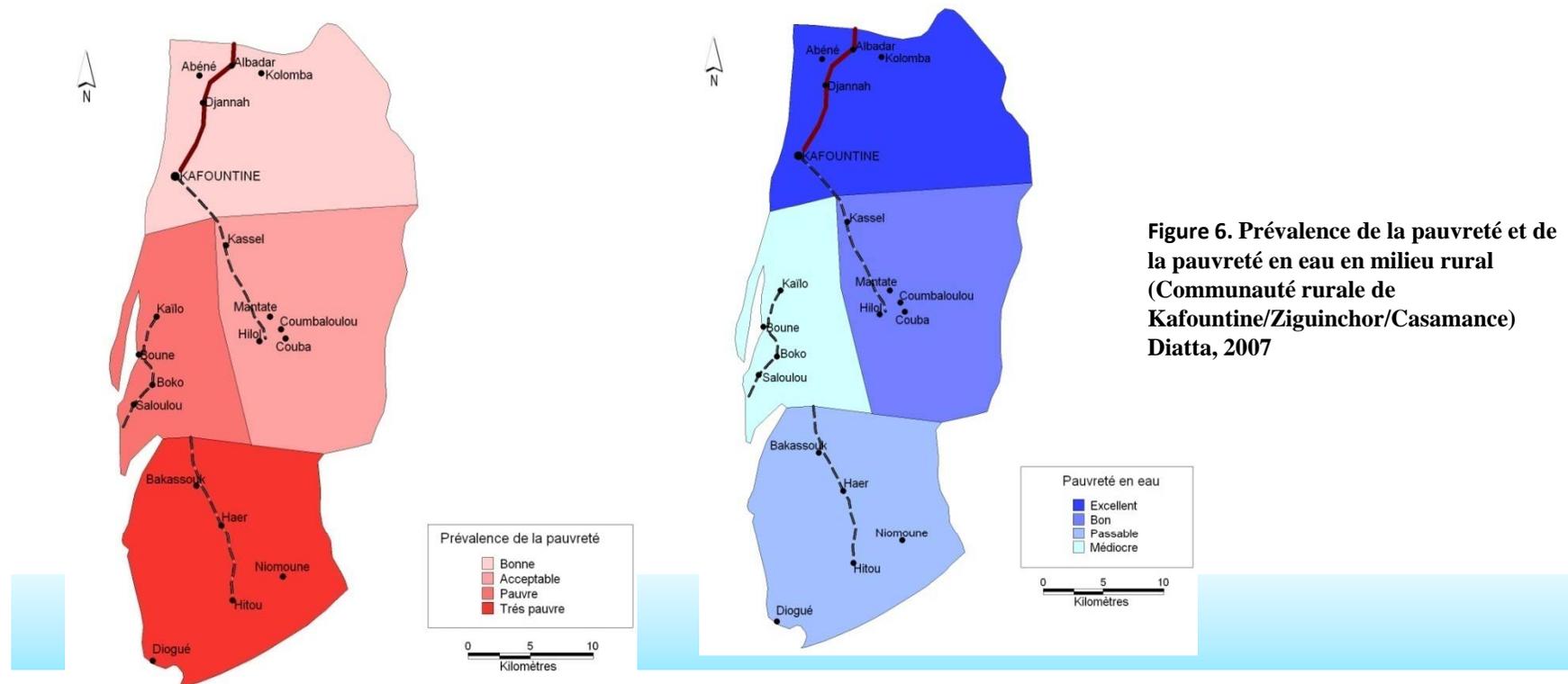


Figure 6. Prévalence de la pauvreté et de la pauvreté en eau en milieu rural (Communauté rurale de Kafountine/Ziguinchor/Casamance) Diatta, 2007

- L'IPE de Kafountine est de 1,36; ce qui signifie que les populations mettent plus de 50 minutes pour accéder à 35 litres d'eau.
 - Ces deux cartes montrent que
 - la Prévalence de la pauvreté et la pauvreté en eau entretiennent une relation très étroite.
 - Elle est localisée sur la zone insulaire et est liée en particulier à une ressource limitée.
- 

- Au regard des critiques faites au Pepam et en considérant les OMD, le Pepam devra s'intéresser au suivi de la relation eau et pauvreté.
 - La meilleure forme de prise en charge des questions du développement local repose
 - sur l'articulation effective des politiques de l'eau dans le modèle de développement économique et social de la Communauté.
- 

Conclusion

- La mise en œuvre des objectifs du millénaire au Sénégal se fonde sur une stratégie qui met en œuvre le PEPAM et qui rencontre les objectifs du pays dans certains domaines.
- L'objectif de réduire de moitié ceux qui n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement est sujet à discussion malgré les réalisations.



- La réalisation d'une adduction en eau ne signifie pas autant l'accès à l'eau, notamment pour les plus pauvres.
- Il existe un hiatus car que ce soit
 - le prix de l'eau,
 - l'accès aux branchements sociaux,
 - la mise en place des programmes,
 - le choix des territoires,
 - la coordination interinstitutionnelle, l
 - a gouvernance de l'eau,
- les contraintes sont assez importantes et remettent en cause le succès revendiqué par le PEPAM.



- Pour un impact réel de sa politique, le Sénégal devra travailler sur la base de la Pauvreté en Eau
 - qui fournit une véritable vision de la problématique de l'eau à différentes échelles pour une meilleure réponse/stratégie.
- Ce sont là des pistes de recherche sur les politiques hydrauliques.
- Le défi scientifique est de répondre aux questions suivantes:
 - Comment articuler les politiques hydrauliques avec les questions du développement local ?
 - Comment des politiques de gestion de l'eau plus judicieuses peuvent-elles contribuer à réduire la pauvreté ?
 - Comment faire pour que les plus démunis puissent avoir accès à l'eau ?

